

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts du gouvernement en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, à Paris le 12 décembre 2014.

Mesdames les ministres,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les Présidents d'université, Présidents ou directeurs d'organisme de recherche, membres de la Conférence des Présidents d'université,

Monsieur le Président,

Vous connaissez bien ces lieux, même si vous faites le candide. Votre père y avait travaillé, il y a plus de trente ans et il avait honoré le Président de la République de son intelligence et de sa connaissance déjà à l'époque des sondages. Je ne sais ce qu'en faisait François MITTERRAND mais, en tous cas, cela lui a permis d'être réélu !

Mesdames et Messieurs,

Si je vous ai invité ici, dans cette maison qui est celle de la République, c'est pour vous dire toute la reconnaissance de la Nation à l'égard des universités. C'est une condition de notre réussite collective : faire en sorte que le savoir, la connaissance, l'élévation des qualifications puissent donner à notre pays son rayonnement international, sa force économique et sa capacité d'assurer la promotion de notre culture et de notre langue.

L'Enseignement supérieur et la Recherche sont donc essentiels pour la France, parce que nous avons comme devoir d'être parmi les meilleurs. Nous n'avons pas simplement l'obligation de former, de qualifier. Nous devons être au meilleur rang, parfois même au premier rang, de l'innovation, de la recherche et de la formation.

Nous avons besoin de toutes les sciences, des sciences humaines comme des sciences dures. Nous avons besoin d'être excellents dans tous les domaines du savoir. Nous avons besoin de pouvoir donner à nos universités les moyens d'assurer, non seulement leur propre développement, mais également le rayonnement de notre pays.

La France doit se donner un double objectif. Le premier, c'est d'élargir l'accès à l'université. Ne croyons pas que nous sommes au même niveau que beaucoup de pays développés. Nous avons encore des efforts à faire pour que plus de jeunes puissent accéder à l'université et non pas simplement pour y être présents, mais pour y être accompagnés et pour y être diplômés.

Nous savons aussi que l'un des problèmes en train d'être traités, mais il a fallu du temps, est celui de la mauvaise orientation de nos jeunes, de l'abandon, notamment dans les premiers cycles. Nous devons donc, non seulement élargir l'accès aux universités des jeunes mais, en même temps, faire en sorte qu'il y ait de plus en plus de diplômés.

Nous devons également, et c'est le deuxième objectif, élever le niveau d'excellence, c'est-à-dire, le niveau d'exigence. Vous avez insisté sur l'une des particularités de notre système : avoir à la fois des universités et des grandes écoles. Cela a été longtemps une double frustration.

Frustration des universités de ne pas être considérées comme les lieux où les élites devaient trouver leur consécration (alors même que c'est dans les universités que se forment les plus grands chercheurs et les plus grands scientifiques) et frustration des grandes écoles de ne pas avoir les classements internationaux en raison de leur isolement. Nous devons faire en sorte qu'à

... des établissements internationaux en raison de leur recrutement. Nous devons faire en sorte que, à travers les regroupements, le niveau d'excellence puisse être encore élevé.

Tout cela pour assurer, à la fois, la solidarité que la République porte comme valeur fondamentale et l'efficacité de notre économie. Les entreprises ont été longtemps à la porte des universités, au meilleur et au pire sens du terme, parce que l'on craignait qu'elles puissent venir influencer le cours de ce qui était enseigné dans les universités. Aujourd'hui, les entreprises ont parfaitement compris qu'elles devaient soutenir les universités et les universités ont parfaitement intégré l'idée qu'elles devaient aussi permettre que des jeunes aillent vers les entreprises pour y occuper des emplois hautement qualifiés. D'où l'enjeu commun, l'enjeu national, de faire en sorte que la priorité soit donnée aux universités et à la recherche.

J'ai insisté sur ce que devait être le devoir de la République. Faire en sorte que les jeunes puissent vivre mieux, puissent avoir par le savoir, la connaissance, la transmission, la capacité de pouvoir connaître le progrès. C'est pourquoi le budget des universités, dans une période pourtant contrainte sur le plan des finances publiques, doit être sanctuarisé. C'est un engagement que j'ai pris et dont je veille à ce qu'il soit tenu. C'est une bataille, les ministres le savent, de tous les instants, notamment dans les périodes de discussion budgétaire. Je me réjouis que, suite à une intervention que j'ai faite, le Parlement ait pu rétablir les crédits de 70 millions d'euros, pour que les universités puissent poursuivre sereinement leurs missions. Il y a donc eu, comme je l'avais moi-même annoncé, le maintien des budgets des universités.

C'est une question de confiance entre nous. Vous devez savoir que l'Etat tiendra ses engagements et en même temps, compte-tenu de cette perspective budgétaire, vous devez faire les réformes que vous avez, vous-mêmes, voulu accompagner. Je pense à la loi du 22 juillet 2013. Elle a fixé une obligation, mais elle a aussi encouragé le processus de rayonnement et de regroupement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Nous en sommes à vingt-cinq regroupements constitués et je veux vous en remercier.

Finalement, si on avait, à un moment, imaginé le temps qu'il fallait pour ces regroupements et que l'on n'avait inscrit ce délai dans la loi, jamais il n'aurait été atteint ! Nous avons bien fait de vous laisser l'initiative. Vous êtes autonomes et, en même temps, vous avez parfaitement compris l'intérêt du regroupement.

J'en parlais avec plusieurs présidents d'université : les votes intervenus ont été massifs pour approuver, sauf un cas, ces regroupements. Qui aurait pu faire ce pronostic ? Si ces regroupements ont eu lieu, c'est parce qu'ils correspondaient à une nécessité, à un besoin, une volonté. Il y a bien sûr des peurs avant chaque réforme, il y a toujours des appréhensions et elles doivent être levées. Mais en même temps, il y a eu aussi la conscience qu'à travers ces regroupements, il y aurait non seulement une coopération, non seulement une mise en commun, mais une force supplémentaire donnée à ces communautés ou à ces regroupements. Je veux donc saluer les efforts qui ont été les vôtres pour mener cette réforme.

Il y a aussi un encouragement, M. le Président SCHWEITZER : c'est que ces regroupements pourront bientôt répondre au nouvel appel d'offre du plan « Investissement d'avenir », que j'avais annoncé au début de l'année et pour lequel j'ai demandé que l'on consacre 2 milliards d'euros pour de nouvelles initiatives d'excellences et 1 milliard d'euros pour d'autres projets. La présence ici de M. SCHWEITZER, devrait nous rassurer. Nous avons donc sanctuarisé les crédits budgétaires et invité Louis SCHWEITZER ! Nous avons donc rempli nos deux objectifs pour faire en sorte que nous puissions réunir le plus de moyens financiers.

Je sais aussi qu'il y a une attention particulière sur les fonds de roulement. A chacun des Présidents d'université, je sais que les ministres y seront attentifs, de faire valoir que ces fonds de roulement permettent des investissements et permettent de répondre aux appels d'offre qui sont aujourd'hui lancés.

Certains de vos groupements ouvrent des antennes à l'étranger. Ceci n'aurait pas forcément été facile avec des établissements multiples. Je veux insister sur le partenariat international que les universités françaises concluent de plus en plus. La France a besoin de plus d'étudiants venant de toute la société. Mais elle a aussi besoin d'étudiants étrangers. Pour les étudiants français, il y a eu grâce aux bourses qui ont été réformées, plus de 450 millions d'euros qui ont été dégagés.

Il y a eu donc plus de bourses distribuées et avec un niveau plus élevé.

De la même manière, pour les étudiants français comme pour les étudiants étrangers, nous avons lancé un programme de construction de logements étudiants 40 000 sur le quinquennat. Déjà 10 000 sont mis en chantiers. Tous les autres sont d'ores et déjà programmés. Nous voulons aussi qu'il y ait un lien, cela vaut pour les étudiants français comme pour les étudiants étrangers, avec la recherche. Nous ne pouvons pas dissocier l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Nous ne devons pas dissocier les grandes universités. Les vôtres sont de grands établissements de recherche et doivent travailler aussi avec des organismes de recherche.

Quand je pense au rayonnement de la France, je pense à la recherche. Des récompenses ont été attribuées à d'éminentes personnalités beaucoup de prix Nobel, des médailles Fields aussi ces dernières années. C'est une grande fierté pour la France. Nous avons aussi des exploits scientifiques qui nous émerveillent même ceux qui n'y comprennent rien ! lorsque nous voyons un robot venir sur une comète. On nous explique que si ce projet a été rendu possible, il a fallu vingt ans et dix ans pour le réaliser. Nous en arrivons maintenant à avoir des informations, y compris sur l'origine même de l'univers. Nous avons besoin d'avoir un haut niveau de recherche et notamment de recherche fondamentale.

Je reviens sur l'enjeu international parce que l'enseignement supérieur est chaque jour davantage mondial. On compte aujourd'hui 4 millions de jeunes qui poursuivent leurs études dans un autre pays que leur pays d'origine. 4 millions, c'est considérable. Le nombre d'étudiants dans le monde, en particulier en Asie, ne cesse de progresser. Tout à l'heure, les chiffres ont été rappelés : la Chine comptait 7 millions d'étudiants en 2000, elle en comptera bientôt 30 millions. Voilà ce qui se produit à l'échelle du globe.

Les étudiants étrangers, qui viennent dans notre pays, découvrent une autre culture, apprennent notre langue. Ils le font aussi pour élargir leurs compétences, mais également pour apporter leur propre expérience, leur propre réseau. Dans les comparaisons internationales, le nombre d'étudiants étrangers est un critère qui mérite d'être particulièrement examiné. La France est-elle mal placée pour accueillir des étudiants étrangers ? Non, d'abord parce que Paris, en tant que telle, et pardon pour rester sur Paris, est l'une des capitales la plus désirée pour les étudiants du monde entier.

Avec 300 000 étudiants étrangers en France, dont $\frac{3}{4}$ dans nos universités, notre pays occupe la troisième place dans le monde derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Nous sommes le premier pays d'accueil non anglophone pour les étudiants du monde entier. Voilà nos atouts. Est-ce que c'est suffisant ? Non, nous devons continuer à accueillir des étudiants étrangers et à former dans les pays qui sont les pays notamment émergents, davantage d'étudiants, à travers des coopérations internationales.

C'est la raison pour laquelle, si l'économie de demain se construit à l'université, la diplomatie se construit également par l'université. C'est une dimension nouvelle. Vous avez bien voulu rappeler le voyage que je viens d'effectuer au Kazakhstan. J'y avais emmené des entreprises et des universités. Cela a été un atout considérable pour les entreprises d'avoir la présence des présidents d'université. Ce n'est pas du tout le même sens que l'on accorde à un déplacement, quand il y a une dimension universitaire et une dimension culturelle. C'est ce qui s'est produit. Notre pays rayonne, à la fois, par sa technologie, par les entreprises qui la déploient, mais aussi par les universités qui l'inventent. Chaque fois que je me déplace ou que des ministres se déplacent, nous devons avoir cette diplomatie universitaire qui permet, à la fois, d'affirmer les principes de notre politique étrangère et de conduire des entreprises vers ces pays-là en termes d'exportation ou en termes d'investissement. Conclure des partenariats internationaux, accueillir des étudiants étrangers, c'est un investissement pour notre pays.

Nous avons veillé à ce qu'un certain nombre d'obstacles soient levés. La circulaire GUEANT avait créée beaucoup d'incompréhension. Mais je veux quand même insister, il y a encore des problèmes de délivrance de visa. Chaque fois, je suis saisi par des pays, par des universités qui me parlent des contraintes sur un certain nombre de délivrance de visas et qui nuisent à l'influence de notre pays. Nous devons également mettre à disposition davantage de bourses

d'accueil pour les étudiants étrangers.

Je veux venir sur la francophonie. Il y a quelques semaines à peine, il y a eu le sommet de Dakar qui a rassemblé l'ensemble des pays francophones. Quand on ajoute les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie et les pays observateurs, c'est à peu près un tiers, un peu plus même, des Etats du monde qui siègent dans la francophonie. La francophonie, c'est 250 millions de locuteurs, un peu plus aujourd'hui. Nous pensons qu'en 2050, il y aura à peu près 800 millions de locuteurs en français, beaucoup venant d'Afrique.

Nous avons là un champ de développement considérable. L'université peut être le moteur de cette culture francophone. Beaucoup d'établissements contribuent déjà au développement de la langue française. Il y a eu tout ce débat aussi au moment du vote de la loi : doit-on avoir des enseignements dans une autre langue que le français ? Oui bien sûr. La réponse ne fait pas de doute, parce que si nous voulons attirer des étudiants qui ne parlent pas le français pour poursuivre leur cursus universitaire, ici, dans notre pays, mieux vaut au départ qu'un certain nombre de cours leur soient dispensés en anglais. Pour qu'ensuite ils deviennent eux-mêmes francophones, ce qui se produit.

De la même façon, nous devons avoir de la francophonie, lorsque nous faisons des coopérations avec des universités étrangères, une conception ouverte permettant que nous puissions dispenser un certain nombre de cours en français, mais aussi dans la langue du pays qui nous accueille. Cela fait partie aussi de ce que nous avons à accomplir comme évolution de nos propres comportements.

Le français doit s'enseigner. Nous devons faire en sorte et là ce n'est pas l'université qui est en cause, mais l'ensemble de notre système de formation à l'étranger qu'il y ait davantage encore d'institutions pour enseigner le français. Nous devons signer des accords avec les pays pour que le français puisse être enseigné dans leur système d'enseignement.

Je veux donc une fois encore vous remercier pour ce que vous faites, ce que vous faites pour le savoir, pour la connaissance, pour la recherche, pour la coopération internationale. J'évoquais à chaque fois les prix qui sont décernés. Il se trouve que la médaille Fields a été décernée à Artur AVILA, un brésilien d'origine, qui a choisi la France. Il y a beaucoup de chercheurs qui viennent choisir la France, à condition que l'on puisse les accueillir et vous y contribuez bien évidemment. J'avais rencontré aussi à Strasbourg, le prix Nobel de Chimie, Martin KARPLUS, lui-même austro-américain. Il n'est pas devenu Français pour autant, mais il nous fait l'honneur d'être présent à Strasbourg et de pouvoir faire rayonner l'une de nos universités. Parmi tous les doutes que nous avons sur nous-mêmes et nous les exprimons souvent avec fracas, oubliant de valoriser nos atouts il y a le doute de savoir si nous accueillions vraiment des chercheurs étrangers en nombre suffisant et si nos chercheurs ne vont pas s'expatrier trop nombreux à l'étranger.

La France attire les meilleurs chercheurs, bien plus que l'Allemagne ou l'Italie. C'est ce que montrent les statistiques de l'ERC, dont je salue le Président, Jean-Pierre BOURGUIGNON. Il nous démontre qu'il y a effectivement une grande capacité pour notre pays d'accueillir des chercheurs étrangers de grande qualité.

Nous avons aussi des chercheurs qui vont à l'étranger. C'est bien qu'il y en ait aussi qui aillent à l'étranger. Nous ne sommes pas dans un monde où il faudrait fermer les barrières pour que les nôtres n'aillent pas à l'extérieur et les ouvrir pour que d'autres viennent chez nous. Non, c'est un échange. Tout l'enjeu, c'est de savoir quand est-ce que ces chercheurs peuvent revenir aussi dans notre pays pour tirer, à notre bénéfice, les expériences de ce qu'ils ont vécu.

Nos universités gagnent également des places dans les classements internationaux. Quatre établissements français sont dans les 100 premiers au classement de Shanghai qui est bien sûr tout à fait contesté et on nous dit qu'il y en aura bientôt cinq. Lorsque nous aurons encore gagné des places, nous ferons en sorte que le classement de Shanghai puisse être mieux apprécié dans notre pays. Ces classements comptent bien sûr. Ce qui compte aussi, c'est l'amélioration des conditions d'accueil, de vie et d'étude de nos étudiants.

Je sais qu'il y a encore beaucoup à faire. Je sais qu'un certain nombre de bâtiments ne sont pas à la hauteur de ce que nous pouvons penser être l'université française. Je sais qu'il y a des situations qui ne sont pas acceptables et que nous devons traiter. C'est en ce sens que le budget

situations qui ne sont pas acceptables et que nous devons changer. C'est en ce sens que le budget des universités doit être sanctuarisé pour que vous ayez une claire conscience de ce que vous pouvez investir. Je sais aussi que les collectivités locales et notamment les régions sont appelées à participer.

Il va bientôt y avoir les signatures des contrats de plans Etat-Région. Je pense que grâce aux coopérations, grâce aux regroupements, il y a eu des possibilités d'investissement qui ont pu être ouvertes. Je veux saluer, ici, les collectivités locales et notamment les régions qui vont s'y engager encore davantage.

Il y a des fonds européens. Le Plan JUNCKER suscite des espérances et des inquiétudes, c'est toujours la même chose ! Les espérances, c'est qu'il y ait parmi les 315 milliards d'euros une part qui puisse revenir vers le financement des universités ou de la recherche. L'inquiétude, c'est que pour trouver les fonds de ces 315 milliards, on en prenne dans ce qui était d'ores et déjà prévu pour les universités Il y aura donc lieu à vigilance et à vérification.

Lorsqu'en juin 2012, nous avons pu dégager un certain nombre de fonds supplémentaires, 50 milliards, pour faire qu'il y ait davantage de dépenses d'investissement pour l'Education et la Recherche, il y a eu aussi un retour grâce à la Banque européenne d'Investissement, dont le capital avait été augmenté, vers nos universités. Je pense qu'un certain nombre d'entre vous ont pu mobiliser ces fonds.

Mais nous devons faire en sorte que l'Europe puisse, c'était le message de votre Président, que l'Europe puisse avoir confiance dans ce qu'elle est. Si l'Europe peut aujourd'hui être une référence, un exemple et elle l'est dans le monde c'est parce qu'il y a les universités, le savoir et la connaissance. L'Europe doit comprendre que c'est en investissant dans ces domaines les nouvelles technologies, le numérique, la transition énergétique, les grandes infrastructures et les universités qu'elle trouvera les conditions de rester ce qu'elle est aujourd'hui, la première puissance économique du monde. Car c'est l'Europe qui est la première puissance économique du monde ! A elle d'en être consciente et à elle de préparer tout ce qui peut lui permettre de garder son rang.

Enfin, il y a le progrès, le progrès scientifique. Une nation ne peut concevoir son avenir que si elle fait de la science ce qui unit les citoyens. Nous avons suffisamment d'occasions pour nous diviser, mais nous devons avoir tous une claire idée de la science. C'est la science qui fait progresser une société, c'est la science qui permet de décider pour l'avenir. C'est la science qui permet de faire avancer la médecine, de faire avancer la technologie, de faire avancer ce que l'on appelle le « progrès humain ».

Si vous êtes ici rassemblés pour cette Conférence des Présidents d'université, c'est que vous avez cette même conception que la science libère, que la science permet de donner à l'avenir un sens. C'est pourquoi je veux ici vous dire que la France compte sur vous, compte sur ses universités, compte sur sa formation supérieure, compte sur sa recherche, compte sur ses universitaires, ses chercheurs, pour construire et porter la parole de la France partout dans le monde.

Merci.